



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUBE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

n° 79 - 15 novembre 2016

SOMMAIRE

ARS

Décision tarifaire n° 1319 ARS n° 1809 portant modification de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de l' EHPAD de SAINT PARRÉS aux TERTRES	4
Décision tarifaire n° 1320 ARS n° 1810 portant modification de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de l'EHPAD RESIDENCE SAINTE BERNADETTE à TROYES.....	7
Décision tarifaire n° 1321 ARS n° 1811 portant modification de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de l'EHPAD « LE PARC » et « FONTARCE » à BAR sur SEINE	10
Décision ARS n° 2016-1818 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 de l'établissement CAARUD FINESS n° 100004209 géré par l'Association Accueil Liaison Toxicomanie FINESS n° 100000868	13
Décision ARS n° 2016-1819 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 de l'établissement GCSMS LE CSAPA DE L'AUBE – FINESS n° 100009463	16
Décision ARS n° 2016-1820 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 de l'établissement LAM (Lits d'Accueil Médicalisée) FINESS n° 100009398 géré par l'Association Foyer Audois – FINESS n° 100000579	19
Décision ARS n° 2016-1821 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 de l'établissement Lits Halte Soins Santé – FINESS n° 100008358 géré par la Croix Rouge Française FINESS n° 750721334	22
Décision ARS n° 2016-1822 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 de l'établissement LHSS (Lits Halte Soins Santé) FINESS n° 100004308 géré par Association Foyer Audois FINESS n° 100000579.....	25
Décision ARS n° 2016-1823 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 de l'établissement ACT (Appartements de Coordination Thérapeutique) FINESS n° 100009802 géré par Association Foyer Audois FINESS n° 100000579.....	28
2016-2724 – Arrêté portant désignation de M. Etienne BONICI pour assurer l'intérim de direction de l'EHPAD de TRAINEL.....	31

DDCSPP

2016300-0002 – Arrêté portant renouvellement de la composition de la commission départementale de surendettement	33
DDCSPP-PPP-2016314-0001 – Arrêté relatif à la surveillance sanitaire et fixant les modalités des opérations de prophylaxie dans les élevages de bovins, de petits ruminants et de porcins du département de l'AUBE	36
DDCSPP-CS-2016319-0002 – Arrêté portant renouvellement d'agrément de l'association « service social interprofessionnel audois » au titre de l'intermédiation locative et de la gestion locative sociale.....	42

DDFIP

DDFIP10 2016313-0001 – Délégation de signature accordée par la directrice départementale des finances publiques de l'Aube aux agents du pôle de gestion fiscale.....	44
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

DDT

DDT-SEB/BB-2016309-0004 – Arrêté portant agrément de l'Association de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de Bréviandes	47
DDT-SEB/BB-2016314-0001 – Arrêté modificatif fixant la liste des parcelles incluses dans un site Natura 2000 du département pouvant bénéficier de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties	49

DDT-SEB/BPEMA-2016319-0001 – Arrêté portant agrément de la SAS HYDROSONIC pour la réalisation des vidanges des installations d'assainissement non collectif - N° d'agrément : 2016 N SAS 010 0014	51
DDT-SEB/BPEMA-2016319-0002 – Arrêté portant agrément de M. MAZUREK Emeric pour la réalisation des vidanges des installations d'assainissement non collectif – N° d'agrément : 2016 N SARL 010 0017	55
DDT-SEB/BPEMA-2016319-0003 – Arrêté portant agrément de la société VANDEWALLE CLAUDE LEON pour la réalisation des vidanges des installations d'assainissement non collectif – N° d'agrément : 2016 N SA 010 0016	59
DDT-SEAF-2016314-0001 – Arrêté modifiant la circonscription territoriale des communes suite de l'Aménagement Foncier Agricole et Forestier du chantier d'ORVILLIERS SAINT JULIEN avec extension sur les communes d'ORIGNY le SEC, VALLANT Saint GEORGES, ECHEMINES et SAINT FLAVY	63

Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Metz

Décision prononçant la fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent dans le département de l'AUBE à CHAMOY	67
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Centre Est Dijon Maison Centrale de Clairvaux

Décision portant délégation de signature à Mme Rachel ROBIN, Première Surveillante.....	68
-----------------------------------------------------------------------------------------	----

Préfecture de l'Aube

Direction des Collectivités et du Développement Local

DCDL-BCLI2016313-0001 – Arrêté portant modifications statutaires de la Communauté de communes de Bouilly-Mogne-Aumont	69
DCDL-BCLI2016315-0006 – Arrêté portant modifications statutaires du Syndicat intercommunal à vocation scolaire de Voué, Aubeterre, Montsuzain.....	77

Direction de la Citoyenneté et des Libertés Publiques

BERTI2016314-0001 – Arrêté portant organisation d'une élection municipale partielle complémentaire à BERULLE	81
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----



DECISION TARIFAIRE N° 1319 ARS N° 1809 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2016 DE
EHPAD DE SAINT PARRES AUX TERTRES - 100006568

Le Directeur Général de l'ARS Grand Est
Chevalier de la légion d'honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-I du CASF ;
- VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de AUBE en date du 06/09/2016 ;
- VU l'arrêté en date du 21/09/2007 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD DE SAINT PARRES AUX TERTRES (100006568) sis 2, MAIL PAUL GAUGUIN, 10410, SAINT-PARRES-AUX-TERTRES et géré par l'entité dénommée SA ODYSSENIOR (760023499) ;
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/09/2016
- VU la décision tarifaire modificative n° 1307 en date du 18/10/2016 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de la structure dénommée EHPAD DE SAINT PARRES AUX TERTRES - 100006568.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2016, est modifiée et s'élève à 1 196 560.94 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	1 061 543.56
UHR	0.00
PASA	66 308.57
Hébergement temporaire	68 708.81
Accueil de jour	0.00

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 99 713.41 € ;

Soit les tarifs journaliers de soins suivants :

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	43.61
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	34.71
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	25.82
Tarif journalier HT	62.75
Tarif journalier AJ	

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « SA ODYSSENIOR » (760023499) et à la structure dénommée EHPAD DE SAINT PARRES AUX TERTRES (100006568).

Fait à Troyes, le 7 novembre 2016

Par délégation, la Déléguée territoriale de l'Aube,
Empêchée,
la responsable du service offre médico-sociale



Anne-Marie WERNER

**DECISION TARIFAIRE N° 1320 ARS N° 1810 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2016 DE
EHPAD RESIDENCE SAINTE BERNADETTE - 100009406**

**Le Directeur Général de l'ARS Grand Est
Chevalier de la légion d'honneur**

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de AUBE en date du 06/09/2016 ;
- VU l'arrêté en date du 31/03/2010 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD RESIDENCE SAINTE BERNADETTE (100009406) sis 10, PL SAINT DENIS, 10000, TROYES et géré par l'entité dénommée ASSOCIATION SAINTE BERNADETTE (100009679) ;
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/09/2016
- VU la décision tarifaire modificative n° 1301 en date du 03/10/2016 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de la structure dénommée EHPAD RESIDENCE SAINTE BERNADETTE - 100009406.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2016, est modifiée et s'élève à 735 590.75 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	613 660.88
UHR	0.00
PASA	57 240.59
Hébergement temporaire	0.00
Accueil de jour	64 689.28

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 61 299.23 € ;

Soit les tarifs journaliers de soins suivants :

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	39.19
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	29.37
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	19.66
Tarif journalier HT	
Tarif journalier AJ	43.71

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « ASSOCIATION SAINTE BERNADETTE » (100009679) et à la structure dénommée EHPAD RESIDENCE SAINTE BERNADETTE (100009406).

Fait à Troyes, le 7 novembre 2016

Par délégation, la Déléguée territoriale de l'Aube,
Empêchée,
la responsable du service offre médico-sociale



Anne-Marie WERNER

DECISION TARIFAIRE N° 1321 ARS N° 1811 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2016 DE
EHPAD "LE PARC" ET "FONTARCE" - 100005925

Le Directeur Général de l'ARS Grand Est
Chevalier de la légion d'honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de AUBE en date du 06/09/2016 ;
- VU l'arrêté en date du 03/03/1903 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD "LE PARC" ET "FONTARCE" (100005925) sis 6, R DU STADE, 10110, BAR-SUR-SEINE et géré par l'entité dénommée HOPITAL LOCAL DE BAR-SUR-SEINE (100000058) ;
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/07/2013 et notamment l'avenant prenant effet le 01/09/2016 ;
- VU la décision tarifaire modificative n° 1308 en date du 19/10/2016 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de la structure dénommée EHPAD "LE PARC" ET "FONTARCE" - 100005925.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2016, est modifiée et s'élève à 2 485 968,77 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	2 421 248.78
UHR	0.00
PASA	64 719,99
Hébergement temporaire	0.00
Accueil de jour	0.00

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 207 164.06 € ;

Soit les tarifs journaliers de soins suivants :

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	44.07
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	34.20
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	24.32
Tarif journalier HT	
Tarif journalier AJ	

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « HOPITAL LOCAL DE BAR-SUR-SEINE » (100000058) et à la structure dénommée EHPAD "LE PARC" ET "FONTARCE" (100005925).

Fait à Troyes, le 7 novembre 2016

Par délégation, la Déléguée territoriale de l'Aube,
Empêchée,
la responsable du service offre médico-sociale



Anne-Marie WERNER

Délégation Territoriale de l'Aube

DÉCISION ARS N°2016-1818 du 10 novembre 2016
fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 De l'établissement
CAARUD FINESS N°100004209
Géré par l'Association Accueil Liaison Toxicomanie FINESS N° 100000868

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L. 314-3-3, L. 314-7, L.314-8, R. 314-1 et suivants,
- VU le Code de la Santé Publique,
- VU le Code de la Sécurité Sociale,
- VU la Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,
- VU le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine,
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour l'année 2016 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour 2016 les dotations régionales limitatives de dépenses médico- sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté ARS n° n°2016-2184 du 6 septembre 2016 portant délégation de signature aux Directeurs généraux délégués et aux Délégués départementaux de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
- VU l'arrêté préfectoral N° 06-5326 du 20 décembre 2006 autorisant la création du CAARUD,
- VU l'instruction Interministérielle n°DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2016/266 du 30 août 2016 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2016 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartement de coordination thérapeutique (ACT), Lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et l'expérimentation « Un chez soi d'abord »,
- VU le rapport d'orientation budgétaire régionale 2016,

Considérant la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DÉCIDE

Article 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses du CAARUD sis 35, rue du Cloître St Etienne à TROYES sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	€
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	€
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	€
	Reprise de déficits	€
	dont CNR	704,00 €
	TOTAL Dépenses	193 143,00 €
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	193 143,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	€
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	€
	Reprise d'excédents	€
	dont CNR	704,00 €
	TOTAL Recettes	193 143,00 €

Article 2

Pour l'exercice budgétaire 2016, la dotation globale de financement est fixée à 193 143 €. La fraction forfaitaire définie en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, égale au douzième de la dotation globale de fonctionnement et versée par l'assurance maladie s'établit à 16 095,25 €.

Article 3

A compter du 1er janvier 2017, la tarification s'effectuera sur la base d'une reconduction des moyens pérennes octroyés en 2016 dans l'attente de la décision fixant les montants des dotations pour la campagne budgétaire 2017.

La tarification des prestations de l'établissement est fixée à 192 439,00 € à compter du 1er janvier 2017, dans l'attente de la décision de tarification 2017.

Article 4

Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 6, rue du Haut Bourgeois, C.O 50015, 54035 NANCY, dans un délai d'un mois à compter de sa publication, ou pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aube.

Article 6 :

Le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association ALT et à l'établissement CAARUD.

Fait à Troyes le 10 novembre 2016

P/le Directeur Général de l'ARS Grand Est
et par délégation,
la Déléguée Territoriale de l'Aube


Irène DELFORGE

**DÉCISION ARS N°2016-1819 du 10 novembre 2016
fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 De l'établissement
GCSMS LE CSAPA DE L'AUBE FINESS N°100009463**

**Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L. 314-3-3, L. 314-7, L.314-8, R. 314-1 et suivants,
- VU** le Code de la Santé Publique,
- VU** le Code de la Sécurité Sociale,
- VU** la Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,
- VU** le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine,
- VU** l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique,
- VU** l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour l'année 2016 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnées à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU** l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour 2016 les dotations régionales limitatives de dépenses médico- sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU** l'arrêté ARS n° n°2016-2184 du 6 septembre 2016 portant délégation de signature aux Directeurs généraux délégués et aux Délégués départementaux de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2010 autorisant la création du GCSMS LE CSAPA de l'Aube,
- VU** l'instruction interministérielle n°DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2016/266 du 30 août 2016 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2016 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartement de coordination thérapeutique (ACT), Lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et l'expérimentation « Un chez soi d'abord »,
- VU** le rapport d'orientation budgétaire régionale 2016,

Considérant la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DÉCIDE

Article 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses du CSAPA de l'Aube sis 2, place Casimir Perrier à TROYES sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	€
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	€
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	€
	Reprise de déficits	€
	dont CNR	
	TOTAL Dépenses	1 965 074,00 €
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	1 965 074,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	€
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	€
	Reprise d'excédents	€
	dont CNR	
	TOTAL Recettes	1 965 074,00 €

Article 2

Pour l'exercice budgétaire 2016, la dotation globale de financement est fixée à 1 965 074 €. La fraction forfaitaire définie en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, égale au douzième de la dotation globale de fonctionnement et versée par l'assurance maladie s'établit à 163 756,17 €.

Article 3

A compter du 1er janvier 2017, la tarification s'effectuera sur la base d'une reconduction des moyens pérennes octroyés en 2016 dans l'attente de la décision fixant les montants des dotations pour la campagne budgétaire 2017.

La tarification des prestations de l'établissement est fixée à 1 965 074,00 € à compter du 1er janvier 2017, dans l'attente de la décision de tarification 2017.

Article 4

Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 6, rue du Haut Bourgeois, C.O 50015, 54035 NANCY, dans un délai d'un mois à compter de sa publication, ou pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5

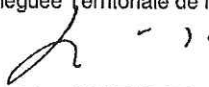
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aube.

Article 6 :

Le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association GCSMS LE CSAPA DE L'AUBE.

Fait à Troyes le 10 novembre 2016

P/le Directeur Général de l'ARS Grand Est
et par délégation,
la Déléguée Territoriale de l'Aube



Irène DELFORGE

**DÉCISION ARS N°2016-1820 du 10 novembre 2016
 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 De l'établissement
 LAM (Lits d'Accueil Médicalisés) FINESS N°100009398
 géré par Association Foyer Auboïs FINESS N° 100000579**

**Le Directeur Général
 de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L. 314-3-3, L. 314-7, L.314-8, R. 314-1 et suivants,
- VU le Code de la Santé Publique,
- VU le Code de la Sécurité Sociale,
- VU la Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,
- VU le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine,
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour l'année 2016 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnées à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour 2016 les dotations régionales limitatives de dépenses médico- sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté ARS n° n°2016-2184 du 6 septembre 2016 portant délégation de signature aux Directeurs généraux délégués et aux Délégués départementaux de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
- VU l'arrêté préfectoral du 20 mars 2009 autorisant la création des Lits d'Accueil Médicalisés,
- VU l'instruction interministérielle n°DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2016/266 du 30 août 2016 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2016 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartement de coordination thérapeutique (ACT), Lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et l'expérimentation « Un chez soi d'abord »,
- VU le rapport d'orientation budgétaire régionale 2016,

Considérant la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DÉCIDE

Article 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses de LAM sis 52, rue René Gillet, à ST JULIEN LES VILLAS sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	€
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	€
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	€
	Reprise de déficits	€
	dont CNR	
	TOTAL Dépenses	1 083 941,00 €
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	1 083 941,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	€
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	€
	Reprise d'excédents	€
	dont CNR	
	TOTAL Recettes	1 083 941,00 €

Article 2

Pour l'exercice budgétaire 2016, la dotation globale de financement est fixée à 1 083 941,00 €.
La fraction forfaitaire définie en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, égale au douzième de la dotation globale de fonctionnement et versée par l'assurance maladie s'établit à 90 328,42 €.

Article 3

A compter du 1er janvier 2017, la tarification s'effectuera sur la base d'une reconduction des moyens pérennes octroyés en 2016 dans l'attente de la décision fixant les montants des dotations pour la campagne budgétaire 2017.

La tarification des prestations de l'établissement est fixée à 1 083 941,00 € à compter du 1er janvier 2017, dans l'attente de la décision de tarification 2017.



Article 4

Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 6, rue du Haut Bourgeois, C.O 50015, 54035 NANCY, dans un délai d'un mois à compter de sa publication, ou pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aube.

Article 6 :

Le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association Foyer Audois et à l'établissement LAM.

Fait à Troyes le 10 novembre 2016

P/le Directeur Général de l'ARS Grand Est
et par délégation,
la Déléguée Territoriale de l'Aube


Irène DELFORGE

**DÉCISION ARS N°2016-1821 du 10 novembre 2016
 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 De l'établissement
 Lits Halte Soins Santé FINESS N°100008358
 Géré par la Croix Rouge Française FINESS N° 750721334**

**Le Directeur Général
 de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L. 314-3-3, L. 314-7, L.314-8, R. 314-1 et suivants,
- VU le Code de la Santé Publique,
- VU le Code de la Sécurité Sociale,
- VU la Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,
- VU le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine,
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour l'année 2016 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnées à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour 2016 les dotations régionales limitatives de dépenses médico- sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté ARS n° n°2016-2184 du 6 septembre 2016 portant délégation de signature aux Directeurs généraux délégués et aux Délégués départementaux de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
- VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 autorisant la création de lits halte soins santé
- VU l'instruction interministérielle n°DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2016/266 du 30 août 2016 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2016 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartement de coordination thérapeutique (ACT), Lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et l'expérimentation « Un chez soi d'abord »,
- VU le rapport d'orientation budgétaire régionale 2016,

Considérant la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DÉCIDE

Article 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses du LHSS sis 30, rue du Grand Véon à TROYES sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	€
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	€
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	€
	Reprise de déficits	€
	dont CNR	
	TOTAL Dépenses	123 048,00 €
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	123 048,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	€
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	€
	Reprise d'excédents	€
	dont CNR	
	TOTAL Recettes	123 048,00 €

Article 2

Pour l'exercice budgétaire 2016, la dotation globale de financement est fixée à 123 048,00 €.
La fraction forfaitaire définie en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, égale au douzième de la dotation globale de fonctionnement et versée par l'assurance maladie s'établit à 10 254 €.

Article 3

A compter du 1er janvier 2017, la tarification s'effectuera sur la base d'une reconduction des moyens pérennes octroyés en 2016 dans l'attente de la décision fixant les montants des dotations pour la campagne budgétaire 2017.

La tarification des prestations de l'établissement est fixée à 123 048,00 € à compter du 1er janvier 2017, dans l'attente de la décision de tarification 2017.

Article 4

Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 6, rue du Haut Bourgeois, C.O 50015, 54035 NANCY, dans un délai d'un mois à compter de sa publication, ou pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aube.

Article 6 :

Le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association La Croix Rouge Française et à l'établissement LHSS

Fait à Troyes le 10 novembre 2016

P/le Directeur Général de l'ARS Grand Est
et par délégation,
la Déléguée Territoriale de l'Aube


Irène DELFORGE

**DÉCISION ARS N°2016-1822 du 10 novembre 2016
fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 De l'établissement
LHSS (Lits Halte Soins Santé) FINESS N°100004308
géré par Association Foyer Aubois FINESS N° 100000579**

**Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L. 314-3-3, L. 314-7, L.314-8, R. 314-1 et suivants,
- VU le Code de la Santé Publique,
- VU le Code de la Sécurité Sociale,
- VU la Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,
- VU le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine,
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour l'année 2016 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnées à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour 2016 les dotations régionales limitatives de dépenses médico- sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté ARS n° n°2016-2184 du 6 septembre 2016 portant délégation de signature aux Directeurs généraux délégués et aux Délégués départementaux de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
- VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 2007 autorisant la création des Lits Halte Soins Santé,
- VU l'instruction interministérielle n°DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2016/266 du 30 août 2016 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2016 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartement de coordination thérapeutique (ACT), Lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et l'expérimentation « Un chez soi d'abord »,
- VU le rapport d'orientation budgétaire régionale 2016,

Considérant la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DÉCIDE

Article 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses de LHSS sis 7 rue Archimède, à la CHAPELLE ST LUC sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	€
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	€
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	€
	Reprise de déficits	€
	dont CNR	
	TOTAL Dépenses	246 095,00 €
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	246 095,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	€
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	€
	Reprise d'excédents	€
	dont CNR	
	TOTAL Recettes	246 095,00 €

Article 2

Pour l'exercice budgétaire 2016, la dotation globale de financement est fixée à 246 095 €.

La fraction forfaitaire définie en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, égale au douzième de la dotation globale de fonctionnement et versée par l'assurance maladie s'établit à 20 507,92 €.

Article 3

A compter du 1er janvier 2017, la tarification s'effectuera sur la base d'une reconduction des moyens pérennes octroyés en 2016 dans l'attente de la décision fixant les montants des dotations pour la campagne budgétaire 2017.

La tarification des prestations de l'établissement est fixée à 246 095,00 € à compter du 1er janvier 2017, dans l'attente de la décision de tarification 2017.

Article 4

Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 6, rue du Haut Bourgeois, C.O 50015, 54035 NANCY, dans un délai d'un mois à compter de sa publication, ou pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aube.

Article 6 :

Le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association Foyer Aube et à l'établissement LHSS.

Fait à Troyes le 10 novembre 2016

P/le Directeur Général de l'ARS Grand Est
et par délégation,
la Déléguée Territoriale de l'Aube


Irène DELFORGE

DÉCISION ARS N°2016-1823 du 10 novembre 2016
fixant la dotation globale de financement pour l'année 2016 De l'établissement
ACT (Appartements de Coordination Thérapeutique) FINESS N°100009802
géré par Association Foyer Aubois FINESS N° 100000579

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L. 314-3-3, L. 314-7, L.314-8, R. 314-1 et suivants,
- VU le Code de la Santé Publique,
- VU le Code de la Sécurité Sociale,
- VU la Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,
- VU le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine,
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour l'année 2016 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté du 19 août 2016 fixant pour 2016 les dotations régionales limitatives de dépenses médico- sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles,
- VU l'arrêté ARS n° n°2016-2184 du 6 septembre 2016 portant délégation de signature aux Directeurs généraux délégués et aux Délégués départementaux de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
- VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2012 autorisant la création des Appartements de Coordination Thérapeutique,
- VU l'instruction interministérielle n°DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2016/266 du 30 août 2016 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2016 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartement de coordination thérapeutique (ACT), Lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et l'expérimentation « Un chez soi d'abord »,
- VU le rapport d'orientation budgétaire régionale 2016,

Considérant la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DÉCIDE

Article 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses de ACT, sis 7 rue Archimède, à la CHAPELLE ST LUC sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	€
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	€
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	€
	Reprise de déficits	€
	dont CNR	
	TOTAL Dépenses	164 165,00 €
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	164 165,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	€
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	€
	Reprise d'excédents	€
	dont CNR	
	TOTAL Recettes	164 165,00 €

Article 2

Pour l'exercice budgétaire 2016, la dotation globale de financement est fixée à 164 165,00 €. La fraction forfaitaire définie en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, égale au double de la dotation globale de fonctionnement et versée par l'assurance maladie s'établit à 13 680,42 €.

Article 3

A compter du 1er janvier 2017, la tarification s'effectuera sur la base d'une reconduction des moyens pérennes octroyés en 2016 dans l'attente de la décision fixant les montants des dotations pour la campagne budgétaire 2017.

La tarification des prestations de l'établissement est fixée à 164 165,00 € à compter du 1er janvier 2017, dans l'attente de la décision de tarification 2017.

Article 4

Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 6, rue du Haut Bourgeois, C.O 50015, 54035 NANCY, dans un délai d'un mois à compter de sa publication, ou pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aube.

Article 6 :

Le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association Foyer Aubeois et à l'établissement ACT.

Fait à Troyes le 10 novembre 2016

P/le Directeur Général de l'ARS Grand Est
et par délégation,
la Déléguée Territoriale de l'Aube


Irène DELFORGE

DELEGATION TERRITORIALE DE L'AUBE

Le directeur général de l'ARS de Champagne-Ardenne
Chevalier de la légion d'honneur

VU le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 modifié, portant dispositions relatives à la direction de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, notamment l'article 6 ;

VU le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié, portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 modifié, par le décret n° 2010-268 du 11 mars 2010, relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, notamment l'article 5 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2007 portant application du décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, notamment l'article 3 ;

VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de l'Aube en date du 06/09/2016 ;

VU la demande de Madame Marie-Odile VELUT d'arrêter ses fonctions de directrice par intérim au sein de l'EHPAD les Flots de l'Orvin à Trainel à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'assurer l'intérim de la direction de l'EHPAD de Trainel jusqu'à la nomination d'un directeur ;

SUR proposition de Madame la Déléguée Territoriale de l'Aube.

ARRETE

Article 1 : Monsieur Etienne BONICI, directeur de l'EHPAD le Parc Fleuri à Pont Sur Seine est chargé de l'intérim des fonctions de directeur de l'EHPAD Les Flots de l'Orvin à Trainel à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 2 : Pour les 3 premiers mois d'intérim, Monsieur Etienne BONICI pourra bénéficier d'un versement exceptionnel mensualisé de 533, 00€.

Article 3 : A compter du 4^{ème} mois de l'intérim, Monsieur Etienne BONICI bénéficiera d'une indemnité mensuelle forfaitaire de 390, 00€.

Article 4 : Monsieur Etienne BONICI bénéficiera du remboursement de ses frais de déplacement.

Article 5 : Les indemnités visées aux articles 2, 3 et 4 seront pris en charge par l'EHPAD de Trainel.
Une convention de remboursement devra être établie entre les établissements.

Article 6 : Monsieur le président du conseil d'administration de l'EHPAD de Trainel et Madame la déléguée territoriale de l'Aube sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à

- Mme Marie-Odile VELUT, à titre d'information
- M. Etienne BONCI, à titre de notification
- M. le président du conseil d'administration de l'EHPAD de Trainel

Troyes, le 09/11/16

Pour le directeur général
de l'ARS Grand Est,
La déléguée territoriale de l'Aube,


Irène DELFORGE



DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHÉSION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté n° 2016300-0002
**portant renouvellement de la composition
de la commission départementale de surendettement**

LA PRÉFÈTE DE L'AUBE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la consommation, et notamment le titre III du livre III relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers ;

Vu le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 modifié par les décrets n°2004-180 du 24 février 2004 et n°2010-1304 du 29 octobre 2010 relatifs à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014101-007 du 11 avril 2014 relatif à la composition de la commission de surendettement des particuliers modifié par l'arrêté n° 2015-0006 du 24 avril 2015 ;

Sur proposition du Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aube

ARRETE

Article 1er : La commission de surendettement des particuliers est renouvelée ainsi qu'il suit :

1°) Membres de droit

Le préfet de l'Aube, président, ou son délégué,
Le directeur départemental des finances publiques,
Le directeur de la succursale de Troyes de la banque de France ou son délégué,

Le délégué du préfet préside la commission en l'absence du directeur départemental des finances publiques

2°) Membres nommés par le préfet

a) au titre des représentants des établissements de crédits et des entreprises d'investissement :

TITULAIRE

Michel BEUCHET
 Directeur régional Aube et Haute Marne
 Société générale
 11 place Maréchal Foch
 10 005 Troyes

SUPPLEANT

Jimmy MARTIN
 Directeur
 Banque CIC-EST
 102 avenue Gallieni
 10 300 Sainte Savine

b) au titre des représentants des associations familiales ou des consommateurs

TITULAIRE

Claude MARTIN
 ADCA
 24 boulevard du 1^{er} RAM
 10 000 Troyes

SUPPLEANTE

Véronique PATURET
 UDAF
 34 rue Louis Ulbach
 10 000 - TROYES

Article 2 : Sont associées à l'instruction des dossiers et assistent avec voix consultative :

a) Une personne justifiant d'une expérience dans le domaine de l'économie sociale et familiale

TITULAIRE

Guilène LEFRANC
 Caisse d'allocations familiales
 15 avenue Pasteur BP 507
 10 031 Troyes

SUPPLEANTE

Catherine RAVASSE
 Caisse d'allocations familiales
 15 avenue Pasteur BP 507
 10 031 Troyes

b) Une personne justifiant d'un diplôme et d'une expérience dans le domaine juridique :

TITULAIRE

Maître Capucine MALAUSSENA
 Avocate honoraire
 3 rue Jaillant Deschainets
 10 000 Troyes

SUPPLEANTE

Maître Isabelle GAFFURI
 Avocate honoraire
 7 rue des 15/20
 10 000 Troyes

Article 3 : les membres de la commission sont nommés pour une durée d'un an. Leur mandat est renouvelable.

Article 4 : Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la succursale de Troyes de la Banque de France.

Article 5 : La compétence territoriale de la commission s'étend au département de l'Aube et son siège est fixé à la succursale de Troyes de la Banque de France.

Article 6 : L'arrêté préfectoral 15-006 du 24 avril 2015 est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et notifié à chacun des membres de la commission.

Troyes, le 07 NOV. 2016

La Préfète,



Isabelle DILHAC



PREFET DE L'AUBE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES
POPULATIONS DE L'AUBE

ARRETE N°DDCSPP-PPP-2016314-0001

**relatif à la surveillance sanitaire et fixant les modalités des opérations de prophylaxie dans les
élevages de bovinés, de petits ruminants et de porcins du département de l'Aube**

LA PRÉFÈTE DE L'AUBE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le livre II du Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment ses articles L.201-3 à L.201-5 et L.221-1;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 1990 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective de la leucose bovine enzootique ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 1990 modifié relatif à la nomenclature des opérations de police sanitaire telle que prévue à l'article 4 du décret n°90-1032 du 19 novembre 1990 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 1er mars 1991 modifié relatif à la nomenclature des opérations de prophylaxie collective intéressant les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine telle que prévue à l'article 2 du décret n°90-1032 du 19 novembre 1990 ;
- Vu** l'arrêté du 29 juin 1993 relatif à la prophylaxie de la peste porcine classique ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 septembre 2003 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la tuberculose des bovinés et des caprins, et notamment son article 13 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 février 2005 modifié fixant les conditions sanitaires de détention, de circulation et de commercialisation des bovins ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 novembre 2005 relatif à l'identification du cheptel porcin ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la brucellose des bovinés ;
- Vu** l'arrêté du 28 janvier 2009 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la maladie d'Aujeszky dans les départements reconnus « indemnes de maladie d'Aujeszky » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 17 juin 2009 fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose bovine et à la lutte contre la tuberculose bovine et caprine ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 août 2009 fixant diverses mesures financières relatives à la lutte contre la maladie d'Aujeszky ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 août 2013 relatif à l'identification des animaux de l'espèce bovine ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 10 octobre 2013 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la brucellose ovine et caprine, et notamment ses articles 4, 5, 12, 16 et 19 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 octobre 2013 fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose ovine et caprine ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 septembre 2015 mettant en place les visites sanitaires dans les élevages ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2016 fixant des mesures de prévention, de surveillance et de lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 01 décembre 2015 instituant une participation financière de l'Etat pour le dépistage de la tuberculose bovine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° BGM2016237-0001 du 24 août 2016, portant délégation de signature à Monsieur Pierre AUBERT, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aube ;

Considérant le contexte épidémiologique du département de l'Aube vis à vis de la tuberculose bovine, de la brucellose bovine, de la leucose bovine enzootique, de la brucellose ovine et caprine, de la peste porcine classique, de la maladie d'Aujeszky ;

Considérant que l'Aube est un département reconnu officiellement indemne de brucellose ovine et caprine ;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion et de la protection des populations ;

ARRETE

Article 1^{er}

Définitions

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- bovin : tout animal de l'espèce *Bos taurus* (bovin sensu stricto) ;
- boviné : tout animal des espèces *Bos taurus* (bovin), *Bos indicus* (zébu), *Bos grunniens* (yack), *Bison bison* (bison d'Amérique), *Bison bonasus* (bison d'Europe), et *Bubalus bubalus* (buffle commun) ou issus de leur croisement.
- cheptel ovin d'une exploitation : toute unité de production d'animaux de l'espèce ovine élevés aux mêmes fins zootechniques quel que soit l'effectif ;
- cheptel caprin d'une exploitation : toute unité de production d'animaux de l'espèce caprine élevés aux mêmes fins zootechniques quel que soit l'effectif ;
- petit détenteur de petits ruminants : éleveur qui ne possède pas plus de 5 petits ruminants âgés de plus de 6 mois (ovins et caprins), ne dispose pas d'un N° SIRET associé à un code NAF « production animale », ne possède pas d'autres espèces sensibles à la brucellose (notamment des bovins), ne procède à aucune vente, prêt ou mise en pension d'animaux dans d'autres troupeaux, n'envoie pas d'animaux à l'abattoir sauf pour sa consommation personnelle et ne commercialise pas les produits de ses animaux (viande, lait, fromages) ;
- site d'élevage porcin plein air : site d'élevage détenant un ou plusieurs porcs ayant accès à un parcours extérieur ; tout élevage ne répondant pas à cette définition est qualifié de site d'élevage hors sol.

Article 2

Cet arrêté fixe les modalités d'exécution de dépistage de la brucellose des bovinés, de la brucellose ovine et caprine, de la tuberculose des bovinés, de la leucose bovine enzootique, de la peste porcine classique, de la maladie d'Aujeszky dans le cadre des mesures de prophylaxie collective dans le département de l'Aube.

Les dispositions relatives à la prophylaxie de la tuberculose des bovinés et de la brucellose des bovinés définies dans cet arrêté s'appliquent à toutes les espèces mentionnées dans l'article 1^{er}.

Article 3

La période d'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux mentionnés à l'article 2 et de la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) se déroule selon les calendriers suivants :

1. pour les bovinés : du 1^{er} novembre au 30 avril de l'année suivante ;
Sauf cas de force majeure dûment notifié par l'éleveur ou le détenteur des animaux au directeur départemental de la protection des populations, la qualification des cheptels dont la totalité de la prophylaxie n'est pas terminée au 30 avril sera suspendue jusqu'à réalisation des actions correctives et régularisation.
2. pour les espèces ovines et caprines : du 1^{er} janvier au 31 décembre.
Sauf en cas de force majeure dûment notifié par l'éleveur ou le détenteur des animaux au directeur départemental de la protection des populations, la qualification des cheptels dont la totalité de la prophylaxie n'est pas terminée au 01 décembre sera suspendue jusqu'à réalisation des actions correctives et régularisation.
3. Pour l'espèce porcine : du 1^{er} janvier au 31 décembre.
Sauf en cas de force majeure dûment notifié par l'éleveur ou le détenteur des animaux au directeur départemental de la protection des populations, la qualification des cheptels dont la totalité de la prophylaxie n'est pas terminée au 01 décembre sera suspendue jusqu'à réalisation des actions correctives et régularisation.

Chapitre 1^{er} : dispositions relatives à la prophylaxie de la brucellose des bovinés

Article 4

Le rythme de contrôle effectué pour le maintien de la qualification "officiellement indemne de brucellose" est annuel.

Article 5

Le dépistage de la brucellose des bovinés se réalise :

- par analyse sur sérum de mélange pour les cheptels allaitants,
- par analyse sur lait de mélange pour les cheptels laitiers.

En cas de résultats positifs sur lait ou sérum de mélange, un contrôle par sérologie individuelle est effectué conformément à la réglementation nationale.

Article 6

Le dépistage sérologique est réalisé sur 20 % des bovinés âgés de 24 mois et plus, avec un minimum de 10 animaux testés.

Chapitre 2 : dispositions relatives à la prophylaxie de la leucose bovine enzootique

Article 7

Le rythme de contrôle effectué pour le maintien de la qualification "officiellement indemne de leucose bovine enzootique" est quinquennal.

Article 8

Les élevages de bovins des communes de PAISY-COSDON (code INSEE 10276) à SAINT THIBAULT (code INSEE 10363) doivent être contrôlés au titre de la campagne 2016-2017.

Article 9

Le dépistage de la leucose bovine enzootique se réalise :

- par analyse sur sérum de mélange pour les cheptels allaitants,
- par analyse sur lait de mélange pour les cheptels laitiers.

En cas de résultats positifs sur lait ou sérum de mélange, un contrôle par sérologie individuelle est effectué conformément à la réglementation nationale.

Article 10

Le dépistage sérologique est réalisé sur 20 % des bovinés âgés de 24 mois et plus, avec un minimum de 10 animaux testés. Les animaux à analyser sont les mêmes que ceux sélectionnés pour la brucellose pour les cheptels concernés.

Chapitre 3 : dispositions relatives à la prophylaxie de la tuberculose des bovinés

Article 11

Une dispense de dépistage est appliquée pour la campagne de prophylaxie pour le maintien de la qualification "officiellement indemne de tuberculose"

Chapitre 4 : dispositions relatives à la prophylaxie de la brucellose ovine et caprine

Article 12

Le rythme de contrôle effectué pour le maintien de la qualification "officiellement indemne de brucellose ovine et caprine" est quinquennal.

Article 13

Les élevages ovins et caprins des communes de SAINT ANDRE LES VERGERS (code INSEE 10333) à YEUVRES LE PETIT (code INSEE 10445) doivent être contrôlés au titre de la campagne 2016-2017.

Article 14

Le dépistage sérologique de la brucellose est réalisé :

- sur tous les animaux mâles non castrés âgés de plus de 6 mois ;
- sur tous les animaux introduits dans l'exploitation depuis le contrôle précédent de prophylaxie ;
- sur 25 % au moins des femelles de plus de 6 mois au jour du prélèvement sanguin avec un minimum de 50 femelles, ou s'il y a moins de 50 femelles de plus de 6 mois, toutes les femelles.

Article 15

En vue du maintien de la qualification « officiellement indemne de brucellose », les cheptels d'ovins et de caprins considérés par la DDCSPP comme présentant un risque sanitaire particulier vis-à-vis de la brucellose doivent être contrôlés annuellement sur :

- sur tous les animaux mâles non castrés âgés de plus de 6 mois ;
- sur tous les animaux introduits dans l'exploitation depuis le contrôle précédent de prophylaxie ;
- sur 25 % au moins des femelles de plus de 6 mois au jour du prélèvement sanguin avec un minimum de 50 femelles, ou s'il y a moins de 50 femelles de plus de 6 mois, toutes les femelles.

Cela concerne notamment les cheptels ovins et caprins non qualifiés « officiellement indemne de brucellose ».

Article 16

Par dérogation aux articles 13 à 15, sont dispensés de prophylaxie vis à vis de la brucellose ovine et caprine les cheptels ovins et caprins « petits détenteurs » répondant à la définition suivante :

- détenteurs de 5 (ou moins) petits ruminants de plus de six mois, et
- ne disposant pas de SIRET associé à un code NAF « production animale », et
- ne détenant pas d'autres espèces sensibles à la brucellose (exemple, des bovins), et
- ne procédant à aucune vente, prêt, ou mise en pension d'animaux dans d'autres troupeaux, et n'envoyant pas d'animaux à l'abattoir sauf pour consommation personnelle.

Chapitre 5 : dispositions relatives à la peste porcine classique et à la maladie d'Aujeszky dans les troupeaux de porcs et de sangliers

Article 17

Troupeaux soumis au dépistage de la maladie d'Aujeszky :

- élevages de sélection / multiplication : dépistage sérologique sur tube sec trimestriel sur 15 reproducteurs,
- élevages naisseur et/ou engraisseur plein-air : dépistage sérologique annuel sur 15 reproducteurs et / ou 20 charcutiers (ou tous si l'élevage détient moins de 15 reproducteurs ou moins de 20 charcutiers). La prise de sang sur tube sec doit être privilégiée afin de pouvoir être envoyée au LNR en cas de résultat non négatif.

Article 18

Troupeaux soumis au dépistage de peste porcine classique :

Les élevages de sélection / multiplication sont soumis à un dépistage annuel. Le dépistage s'effectue par sérologie ELISA, via une prise de sang sur 15 reproducteurs dans les élevages hors-sol de sélectionneurs-multiplicateurs.

Chapitre 6 : dispositions finales

Article 19

L'arrêté préfectoral n° 02-0567 A du 12 février 2002 relatif à la prophylaxie sanitaire obligatoire de la brucellose dans les cheptels ovins, caprins et mixtes ovins/caprins est abrogé.

Article 20

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Chalons en Champagne.

Article 21

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur départemental de la sécurité publique, le Lieutenant-Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aube, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aube et les vétérinaires habilités en qualité de vétérinaire sanitaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans l'Aube.

Fait à Troyes, le 9 novembre 2016

Pour la Préfète et par délégation,
le directeur départemental de la cohésion sociale et de la
protection de populations



Pierre AUBERT



Direction départementale
de la cohésion sociale et
de la protection des populations de l'Aube
Renouvellement d'agrément de l'association
"service social interprofessionnel aubois"
au titre de l'intermédiation locative
et de la gestion locative sociale

N° DDESPP-CS-2016319-0002

LA PREFETE DE L'AUBE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations;

Vu le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées;

Vu l'arrêté n°2011360-0013 du 26 décembre 2011 relatif à l'agrément de l'association "service social interprofessionnel aubois"(SSIA), délivré pour 5 ans au titre de l'intermédiation locative et de la gestion locative sociale;

Vu la circulaire du 6 septembre 2010, relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées;

Vu la demande de renouvellement d'agrément déposée par l'association "SSIA" dont le siège social est située, 3, impasse de la Pielle 10000 Troyes et représentée par son président monsieur TOPIN Jean-Louis, le 4 novembre 2016, auprès du préfet de l'Aube, en vue d'exercer les activités suivantes:

- la location de logements auprès d'organismes agréés au titre de l'article L.365-2 ou d'organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées dans les conditions prévues par l'article L.442-8-1,
- la location de logements en vue de l'hébergement de personnes défavorisées dans les conditions de l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale,
- la gestion de résidences sociales mentionnée à l'article R.353-165-1;

CONSIDÉRANT la capacité du SSIA à exercer cette activité, objet du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont il dispose dans le département, ainsi que du soutien de l'union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ) à laquelle il adhère;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aube;

ARRETE

Article 1: le renouvellement de l'agrément au titre de l'intermédiation locative et de la gestion locative sociale est accordé à l'association "SSIA" pour les activités suivantes:

- la location de logements auprès d'organismes agréés au titre de l'article L.365-2 ou d'organismes d'habitations à loyer modéré en vue de leur sous-location à des personnes défavorisées dans les conditions prévues par l'article L.442-8-1,
- la location de logements en vue de l'hébergement de personnes défavorisées dans les conditions de l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale,
- la gestion de résidences sociales mentionnée à l'article R.353-165-1.

Article 2: l'association "SSIA" est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 sur le territoire du département de l'Aube.

Article 3: cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4: l'association est tenue d'adresser annuellement au préfet du département un compte-rendu de l'activité, objet du présent agrément, ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du code de la construction et de l'habitation (CCH). Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5: le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet, si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme. Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'organisme en mesure de présenter leurs observations.

Article 6: le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Troyes, le 14 NOV. 2016

La préfète



Isabelle DILHAC



Arrêté n° DDFIP 10 2016 313-0001

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE L'AUBE
22 boulevard Gambetta BP 381
10026 TROYES CEDEX

Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle de gestion fiscale

**L'ADMINISTRATRICE GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTRICE DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'AUBE**

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale des finances publiques de l'Aube ;

Vu le décret du 6 juin 2016 portant nomination de Mme Dominique GONTARD, administratrice générale des finances publiques en qualité de Directrice départementale des finances publiques de l'Aube ;

Vu la décision du Directeur général des finances publiques fixant au 4 juillet 2016 la date d'installation de Mme Dominique GONTARD dans les fonctions de Directrice départementale des finances publiques de l'Aube ;

DECIDE

Article 1^{er} : Délégation spéciale de signature est donnée à Mme Céline PERRIN, Inspectrice principale des finances publiques, adjointe de la directrice du pôle de gestion fiscale pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions du pôle de gestion fiscale énoncées ci-après :

- en matière de contentieux, gracieux et affaires particulières : visa des affaires contentieuses et gracieuses, pilotage de la cellule d'ordre, mission de conciliateur fiscal adjoint, suivi des missions contentieuses de la direction et des services, visa des demandes de remboursement de crédit de TVA instruites en direction, visa des rescrits, visa des communiqués pour réponse directe et des demandes de situations fiscales ;

- en matière de contrôle fiscal : suivi et animation des missions des services de contrôle fiscal et de recherche et suivi de l'activité de contrôle de la contribution à l'audiovisuel public.

Article 2 : Délégation spéciale de signature est donnée à M. Gilles BROSSARD, Inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint de la directrice du pôle de gestion fiscale pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions du pôle de gestion fiscale énoncées ci-après :

- en matière de contentieux, gracieux et affaires particulières : visa des affaires contentieuses et gracieuses et mission de conciliateur fiscal adjoint ;


MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

- en matière d'assiette et recouvrement et de missions foncières et cadastrales : suivi des missions des services, activités liées à sa fonction de correspondant bénéfices agricoles, activités liées à sa fonction de correspondant des organismes agréés et suivi de l'activité des huissiers des finances publiques ;

Article 3 : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs à leurs attributions, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1 – Pour le recouvrement et l'assiette :

1.1. : Assiette des particuliers et des professionnels, des missions cadastrales et foncières et des missions périphériques :

- Assiette des particuliers et des professionnels, missions cadastrales et missions foncières : animation, suivi et soutien des activités d'assiette des SIP, des SIE, des SIP-SIE, secrétariat de la commission des bénéfices agricoles, assistance et promotion des téléprocédures et suivi des affaires foncières :

- M. Philippe CHARAU, inspecteur des finances publiques,
- M. Eric LACROIX, contrôleur des finances publiques.

- Missions périphériques : tenue du fichier des tiers déclarants, taxation des bénéfices agricoles et viticoles forfaitaires, homologation des rôles, matrices :

- Mme Raphaële DIEUDE, contrôlease principale des finances publiques,
- M. Eric LACROIX, contrôleur des finances publiques.

1.2. : Animation et pilotage du recouvrement forcé des particuliers et des professionnels :

Suivi des résultats du recouvrement, bilan de l'action en recouvrement forcé et du contentieux du recouvrement des impôts des particuliers et des professionnels, traitement des demandes gracieuses portant sur les pénalités de recouvrement et traitement du contentieux du recouvrement :

- Mme Geneviève BORGNIAT, inspectrice des finances publiques,
- Mme Danièle PRAT, inspectrice des finances publiques,
- Mme Raphaële DIEUDE, contrôlease principale des finances publiques.

2 – Pour le contrôle fiscal et les affaires juridiques et contentieuses :

2.1. : Contrôle fiscal :

- contrôle fiscal : suivi et animation du contrôle fiscal et de la recherche :

- Mme Fabienne FOURCADE, inspectrice des finances publiques,
- Mme Valérie DEVOILLE, inspectrice des finances publiques,
- Mme Sylvie PACCAGNELLA, contrôlease principale des finances publiques ;

- contrôle fiscal : traitement des poursuites correctionnelles et affaires signalées :

- Mme Fabienne FOURCADE, inspectrice des finances publiques,
- Mme Valérie DEVOILLE, inspectrice des finances publiques ;

- contrôle fiscal : secrétariat de la commission des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires et de la commission de conciliation :

- Mme Fabienne FOURCADE, inspectrice des finances publiques.

2.2. : Affaires juridiques et contentieuses :

Traitement des affaires contentieuses, questions relatives aux restitutions des crédits d'impôts directs hors compétence des services locaux, traitement des affaires signalées et des demandes de solution, traitement des dossiers transmis aux correspondants entreprises nouvelles, collectivités locales et associations, enregistrement, suivi et productions statistiques des affaires contentieuses ;


- Mme Valérie DEVOILLE, inspectrice des finances publiques,
- Mme Myriam ZIMMERMANN, inspectrice des finances publiques,
- Mme Chantal BROSSARD, inspectrice des finances publiques,
- Mme Sylvie PACCAGNELLA, contrôleuse principale des finances publiques,
- M. Jean-Noël URSOT, contrôleur principal des finances publiques,
- Mme Sylvie VALTON, agente des finances publiques.

Signature des réponses aux demandes de rescrit :

- Mme Valérie DEVOILLE, inspectrice des finances publiques,
- Mme Myriam ZIMMERMANN, inspectrice des finances publiques,
- Mme Chantal BROSSARD, inspectrice des finances publiques,
- Mme Fabienne FOURCADE, inspectrice des finances publiques,
- Mme Sylvie PACCAGNELLA, contrôleuse principale des finances publiques,
- M. Jean-Noël URSOT, contrôleur principal des finances publiques.

Article : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de l'Aube.

Troyes, le 8 novembre 2016


Dominique GONTARD



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUBE

**Direction Départementale
des Territoires**

**Service Eau Biodiversité
Bureau Biodiversité**

ARRÊTÉ N° DDT-SEB/BB-2016 303 - 0004

**Arrêté portant agrément de l'Association de Pêche et
de Protection du Milieu Aquatique de Bréviandes**

La Préfète de l'Aube
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du mérite

VU le code de l'Environnement et notamment son article R434-26 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 décembre 1985 fixant les conditions d'agrément des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique ;

VU l'arrêté ministériel du 16 janvier 2013 fixant le modèle des statuts des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique ;

Vu la déclaration de modification à la préfecture de l'Aube en date du 16 août 2016 de l'Amicale des pêcheurs de Bréviandes en AAPPMA sous le n° W103002136 ;

Vu la demande d'agrément de l'association de Bréviandes du 29 août 2016 reçue le même jour à la DDT de l'Aube ;

VU l'avis de la Fédération de l'Aube pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique du 14 octobre 2016 ;

Considérant le dossier de demande d'agrément présenté par les membres du bureau de l'association, conforme à l'article 3 de l'arrêté du 9 décembre 1985 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube ;

ARRETE :

Article 1^{er} : L'agrément, prévu à l'article R.434-26 du Code de l'Environnement susvisé, est accordé à l'association de pêche et de protection du milieu aquatique de Bréviandes dont le siège social est fixé à la mairie de Bréviandes (10450).

Article 2 : Les statuts de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique de Bréviandes sont approuvés.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association et à la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de l'Aube et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à Troyes, le 4 NOV. 2016

Pour la Préfète,
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL



**Direction départementale
des territoires
Bureau biodiversité**

**ARRÊTÉ MODIFICATIF N° DDT-
SEB/BB-2016 314 - 0001**

Arrêté modificatif fixant la liste des parcelles
incluses dans un site Natura 2000 du
département pouvant bénéficier de l'exonération
de la taxe foncière sur les propriétés non bâties

La Préfète de l'Aube
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du mérite

Vu la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu la directive 2009/147/CEE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 414-1 à L 414-7 et R 414-1 à R 414-18 relatifs à la gestion des sites Natura 2000 ;

Vu le code général des impôts, notamment l'article 1395 E ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 décembre 2013 désignant la Zone Spéciale de Conservation FR2100310 « Bois d'Humégnil-Epothémont » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 portant approbation du document d'objectifs du site Natura 2000 FR2100310 « Bois d'Humégnil-Epothémont » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° BGM2016139-0001 du 18 mai 2016 portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Pierre LIOGIER, Directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté n° DDT-SG-2016144-0001 du 23 mai 2016 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale aux agents placés sous l'autorité de M. Pierre LIOGIER, Directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté n° DDT-SEB/BB-2016301-0002 du 27 octobre 2016 fixant la liste des parcelles incluses dans un site Natura 2000 du département pouvant bénéficier de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ;

Vu le complément d'instruction apporté sur la commune d'Epothémont, en date du 4 novembre 2016 ;

ARRETE :

Article 1^{er} : L'annexe 2 de l'arrêté n° DDT-SEB/BB-2016301-0002 du 27 octobre 2016 est complétée comme suit :

Site Natura 2000 FR2100310 : « Bois d'Humégnil-Epothémont »				
Code commune	Nom commune	Section cadastrale	N° cadastral	Surface indicative de la parcelle (ha)
10139	Epothémont	C	78	14,0170
10139	Epothémont	C	79	11,6340
10139	Epothémont	C	80	5,3300
10139	Epothémont	C	81	5,4945
10139	Epothémont	C	83	3,8225
10139	Epothémont	C	84	3,8199
10139	Epothémont	C	85	10,4120

Article 2 : Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Aube, le Directeur départemental des territoires et l'Administrateur général des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

A Troyes, le **9 NOV. 2016**

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Par subdélégation,
Le chef du Service Eau et Biodiversité,



Hélène KERISIT



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUBE

Direction
Départementale
des Territoires

AUBE

Service Eau et Biodiversité

ARRETE n° *DDT-SEB/ISPEMA-2016310*

- 0001

portant agrément de la SAS HYDROSONIC
pour la réalisation des vidanges des installations
d'assainissement non collectif

N° d'agrément : 2016 N SAS 010 0014

LA PREFETE DE L'AUBE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

VU la demande d'agrément reçue le 20 juin 2016 présentée par **SAS HYDROSONIC** ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination.
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé ;
- les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

VU la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau en date du 20 juin 2016 ;

VU les compléments au dossier reçus le 27 juin 2016 ;

VU le courrier de notification de la complétude du dossier en date du 27 juin 2016 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques en date du 16 septembre 2016 ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

CONSIDERANT que la demande d'agrément indique la quantité maximale annuelle de matières pour laquelle l'agrément est demandé et justifie, pour cette même quantité, d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange ;

CONSIDERANT que le bordereau de suivi des matières de vidange proposé par le demandeur est conforme aux prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ;
Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de l'Aube ;

ARRETE :

Article 1 : Bénéficiaire de l'agrément

SAS HYDROSONIC

Numéro RCS : 448 554 626 00060

Représentée par **Monsieur BINDLER Dominique**

Domicilié à l'adresse suivante

8 rue de la digue de Fouchy
10000 TROYES

Article 2 : Objet de l'agrément

La SAS HYDROSONIC est agréée pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites dans les départements de l'AUBE et de l'Ile-de-France.

Le numéro départemental d'agrément est le suivant : **2016 N SAS 010 0014**

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de **20 m³**.

La filière d'élimination validée par le présent agrément est le **dépotage dans les stations d'épuration de :**

- Seine Amont à VALENTON (94) ;
- « La BRICHE » à EPINAY-SUR-SEINE(93)

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé.

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant à minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte à minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Ce document comprend en annexe une attestation signée par le responsable de chaque filière d'élimination indiquant notamment la quantité de matières de vidange livrée par le bénéficiaire de l'agrément.

Le bénéficiaire de l'agrément tient à jour un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange ainsi que les bilans annuels d'activités. Ce

document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation des bordereaux de suivi et des bilans annuels est de dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé et du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la (des) filière(s) d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à **dix ans** à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée maximale de dix ans, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'état du département de l'AUBE.

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de la commune de TROYES, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours


Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative à compter de son affichage à la mairie de la commune TROYES.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de l'AUBE, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de TROYES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Troyes, le - 4 NOV. 2016

La Préfète



Isabelle DILHAC



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUBE

Direction
Départementale
des Territoires

AUBE

Service Eau et Biodiversité

ARRETE n° DDT-SEB/ISPEMA-2016313
- 0002

portant agrément de M. MAZUREK Emeric pour
la réalisation des vidanges des installations
d'assainissement non collectif

N° d'agrément : 2016 N SARL 010 0017

LA PREFETE DE L'AUBE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;
Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;
Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;
Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;
VU les modalités de gestion des matières de vidange proposées dans le cadre du schéma départemental d'élimination des matières de vidange ;

VU la demande d'agrément reçue le 05 juillet 2016 présentée par Monsieur MAZUREK Emeric ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en œuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination.
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé ;
- les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

VU la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau en date du 05 juillet 2016 ;

VU les compléments au dossier reçus le 23 août 2016 ;

VU le courrier de notification de la complétude du dossier en date du 23 août 2016 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques en date du 16 septembre 2016 ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

CONSIDERANT que la demande d'agrément indique la quantité maximale annuelle de matières pour laquelle l'agrément est demandé et justifie, pour cette même quantité, d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange ;

CONSIDERANT que le demandeur dispose des autorisations administratives en vue d'un épandage agricole des matières de vidange ;
CONSIDERANT que le bordereau de suivi des matières de vidange proposé par le demandeur est conforme aux prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ;
Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de l'AUBE ;

ARRETE :

Article 1 : Bénéficiaire de l'agrément

MAZUREK Emeric

Numéro RCS : 819 148 669 00016

Représentée par **Monsieur MAZUREK Emeric**

Domicilié à l'adresse suivante

**4 rue de Vaux
10110 BUXIERES-SUR-ARCE**

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur MAZUREK Emeric est agréé pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières extraites dans les départements de l'AUBE.

Le numéro départemental d'agrément est le suivant : **2016 N SARL 010 0017**

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de **300 m³**.

La filière d'élimination validée par le présent agrément est **l'épandage des matières de vidange pour 300 m³ par an**.

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé.

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant à minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte à minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Ce document comprend en annexe une attestation signée par le responsable de chaque filière d'élimination indiquant notamment la quantité de matières de vidange livrée par le bénéficiaire de l'agrément.

Le bénéficiaire de l'agrément tient à jour un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange ainsi que les bilans annuels d'activités. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation des bordereaux de suivi et des bilans annuels est de dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé et du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la (des) filière(s) d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée maximale de dix ans, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'état du département de l'AUBE.

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de la commune de BUXIERES-SUR-ARCE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Une liste des entreprises agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

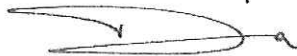
Article 11 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative à compter de son affichage à la mairie de la commune de BUXIERES-SUR-ARCE.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de l'AUBE, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de BUXIERES-SUR-ARCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Troyes, le 4 NOV. 2016
La Préfète



Isabelle DILHAC



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'AUBE

Direction
Départementale
des Territoires

AUBE

Service Eau et Biodiversité

ARRETE n° *DDT-SEB/ISPEMA - 2016312*
- 0003

portant agrément de la société VANDEWALLE
CLAUDE LEON pour la réalisation des vidanges
des installations d'assainissement non collectif
N° d'agrément : 2016 N SA 010 0016

LA PREFETE DE L'AUBE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

VU le récépissé de déclaration en date du 20 octobre 1995 concernant l'épandage des matières de vidange de Monsieur VANDEWALLE CLAUDE LEON ;

VU les modalités de gestion des matières de vidange proposées dans le cadre du schéma départemental d'élimination des matières de vidange ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en œuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination.
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé ;
- les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

VU la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau en date du 22 juin 2016 ;

VU les compléments au dossier reçus le 27 juin 2016 ;

VU le courrier de notification de la complétude du dossier en date du 05 juillet 2016 ;

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1^{er} avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte à minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Ce document comprend en annexe une attestation signée par le responsable de chaque filière d'élimination indiquant notamment la quantité de matières de vidange livrée par le bénéficiaire de l'agrément.

Le bénéficiaire de l'agrément tient à jour un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange ainsi que les bilans annuels d'activités. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation des bordereaux de suivi et des bilans annuels est de dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé et du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la (des) filière(s) d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée maximale de dix ans, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'état du département de l'AUBE.

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de la commune de FEUGES, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Une liste des entreprises agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.


Article 11 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative à compter de son affichage à la mairie de la commune de FEUGES.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de l'AUBE, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de FEUGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Troyes, le 4 NOV. 2016
La Préfète



Isabelle DILHAC



PREFET DE L'AUBE

Direction départementale
des territoires

Service Économies Agricole et Forestière

Arrêté n°DDT-SEAF-2016 314 - 0001

Arrêté modifiant la circonscription territoriale des communes suite de l'Aménagement Foncier Agricole et Forestier du chantier d'ORVILLIERS SAINT JULIEN avec extension sur les communes d'Origny-le-Sec, Vallant-Saint-Georges, Echemines et Saint-Flavy

La Préfète de l'Aube,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU l'article L.123-5 du Code rural et de la pêche maritime,

VU le projet de modification de la limite des communes d'ORVILLIERS SAINT JULIEN, ECHEMINES, ORIGNY LE SEC, VALLANT SAINT GEORGES et SAINT FLAVY, à la suite des opérations d'aménagement foncier agricole et forestier du chantier d'ORVILLIERS SAINT JULIEN,

VU les délibérations des conseils municipaux d'ORVILLIERS SAINT JULIEN (le 3 Novembre 2015), d'ECHEMINES (le 22 septembre 2015), d'ORIGNY LE SEC (le 3 décembre 2015), de SAINT FLAVY (le 25 septembre 2015) et de VALLANT SAINT GEORGES (le 1^{er} octobre 2015),

VU l'avis favorable de la Commission permanente du Conseil départemental de l'AUBE lors de sa séance du 13 juin 2016,

VU la demande du Président du Conseil Départemental de l'AUBE en date du 30 juin 2016,

CONSIDERANT que ces modifications n'entraînent pas de déplacement de population,

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Les nouvelles limites des communes d'ORVILLIERS SAINT JULIEN, ECHEMINES, ORIGNY LE SEC, VALLANT SAINT GEORGES et SAINT FLAVY, sont définies comme suit **à compter du 9 Novembre 2016 :**

COMMUNE D'ORVILLIERS SAINT JULIEN / VALLANT SAINT GEORGES

Réf. du Plan	Nature des points	Définition de la limite	Observations
1	Intersection axe C.r dit de la Garenne à l'Assaut et ancienne limite Orvilliers/Vallant. Point non matérialisé	1-2 : ligne droite sur 549.50 m	X =1762914.80 Y =7251053.44
2	Intersection axe C.r dit de la Garenne à l'Assaut et axe R.d n°14. Point non matérialisé.	2-3 : ligne dans l'axe du Rd n°14	X =1763306.31 Y =7250667.73
3	Intersection axe Rd n°14 et prolongement parcelle YL n°8 (Mme LELOVSKY). Point non matérialisé.	3-4 : ligne droite sur 801.06m	X =1762988.91 Y =7250517.99
4	Intersection prolongement parcelle YL n°8 (Mme LELOVSKY) et axe du Cr. dit Voie de Boucherasse. Point non matérialisé.		X =1763421.52 Y =7249838.10

COMMUNE D'ORVILLIERS SAINT JULIEN / ÉCHEMINES

Réf. du Plan	Nature des points	Définition de la limite	Observations
5	Intersection axe C.r dit Fin d'Orvilliers et ancienne limite Orvilliers/Échemines. Point non matérialisé	5-6 : ligne droite sur 80.37 m.	X =1762394.56 Y =7247246.02
6	Intersection axe C.r dit Fin d'Orvilliers et // à 10.95 m parcelle YR 9-10. Point non matérialisé.	6-7 : ligne droite sur 107.48 m.	X =1762335.00 Y =7247192.11
7	Intersection // à 10.95 m. parcelle YR 9-10 et // à 107.32 m. axe C.r dit Fin d'Orvilliers. Point non matérialisé.	7-8 : ligne droite sur 783.73 m.	X =1762267.36 Y =7247275.64
8	Angle Nord-Est C.r des Trous Urbains et C.r Fin des Voyes de Parts. Point par une borne.	8-9 : ligne droite sur 4.17 m.	X =1761686.27 Y =7246749.75
9	Intersection axe C.r dit Fin des Voyes de Part et Bord Est C.r dit des Trous Urbains. Point non matérialisé.		X =1761689.30 Y =7246746.88

COMMUNE D'ORVILLIERS SAINT JULIEN / SAINT FLAVY

<u>Réf. du Plan</u>	<u>Nature des points</u>	<u>Définition de la limite</u>	<u>Observations</u>
10	Intersection axe C.r dit Voie de Boucherasse et prolongement parcelle YV n°1 (M.SIMOEN). Point non matérialisé	10-11: ligne droite sur 938.47 m	X =1759366.03 Y =7246902.35
11	Intersection prolongement parcelle YV n°1 (M.SIMOEN) et axe R.d n°7. Point non matérialisé.		X =1758695.38 Y =7247558.82

COMMUNE D'ORVILLIERS SAINT JULIEN / ORIGNY LE SEC

<u>Réf. du Plan</u>	<u>Nature des points</u>	<u>Définition de la limite</u>	<u>Observations</u>
12	Angle Sud-Ouest parcelle ZY n°1 (M.MARCILLY Raymond). Point matérialisé par une borne	12-13: ligne droite sur 130.22 m	X =1759121.03 Y =7250211.74
13	Angle Sud-Est parcelle ZY n°5 (A.F.R. d'Orvilliers). Point matérialisé par une borne.	13-14: ligne droite sur 10.30 m	X =1759218.58 Y =7250298.01
14	Coude ouest C.r dit du Gagnage. Point matérialisé par une borne.	14-15: ligne droite sur 50.25 m	X =1759212.26 Y =7250306.13
15	Angle Sud-Ouest parcelle ZY n°7 (Commune d'Orvilliers). Point matérialisé par une borne.	15-16: Ligne droite sur 78.31 m	X =1759244.48 Y =7250344.69
16	Angle Sud-est parcelle ZY n°7 (Commune d'Orvilliers). Point matérialisé par une borne.	16-17 :Ligne droite sur 42.37 m	X=1759294.50 Y=7250404.94
17	Intersection Axe C.r dit Voie Louise et prolongement limite Est parcelle ZY n°7. Point non matérialisé.		X=1759265.79 Y=7250436.10

ARTICLE 2 : Les modifications précitées n'entraînent aucun transfert de population et les conseils municipaux d'ORVILLIERS SAINT JULIEN, ECHEMINES, ORIGNY LE SEC, VALLANT SAINT GEORGES et SAINT FLAVY, demeurent en fonction.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE (25, rue du Lycée - 51036 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX). Le délai de recours est de deux mois à compter du jour où ce présent arrêté aura été publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département de l'AUBE.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et les maires des communes d'ORVILLIERS SAINT JULIEN, ECHEMINES, ORIGNY LE SEC, VALLANT SAINT GEORGES et SAINT FLAVY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie des communes intéressées, sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département de l'Aube et fera l'objet d'un avis publié au Journal Officiel et dans un journal d'annonces légales du département.

À Troyes, le 09 NOV. 2016

la Préfète



Isabelle DILHAC



DIRECTION INTERRÉGIONALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS DE METZ
25, avenue Foch - BP N° 61074
57038 METZ CEDEX 01
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Metz, le 10 novembre 2016

DECISION

prononçant la fermeture définitive d'un débit de tabac
ordinaire permanent dans le département de l'Aube à
CHAMOY (10)

Le directeur interrégional des douanes à Metz,

Vu la loi du 17 juillet 1992 mise en application par le décret du 30 décembre 1992 transférant les compétences de la direction générale des impôts à la direction générale des douanes et des droits indirects en matière de contributions indirectes et réglementations assimilées ;

Vu le code général des impôts en son article 568 ;

Vu le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 modifié relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés, pris en son article 37 précisant qu'un débit de tabac ordinaire peut être fermé définitivement sur décision du directeur interrégional des douanes et droits indirects dans divers cas dont la démission du gérant sans présentation de successeur, la résiliation du contrat de gérance ainsi que l'expiration de la période de fermeture provisoire après démission consécutive à l'octroi d'une indemnité de fin d'activité ou octroi d'une allocation viagère de départ au cours de cette période ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2010 modifié relatif au contrat liant les débitants de tabac à l'administration des douanes et droits indirects dans le cadre de l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés ;

DECIDE

- La fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent sur la commune de CHAMOY (10130), géré par Mme GRUET Fabienne, suite à sa démission sans présentation de successeur à la date du 1^{er} novembre 2016.

Le directeur interrégional,

Gérard SCHOEN

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



DIRECTION DE L' ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
DIRECTION INTERRÉGIONALE
DES SERVICES PÉNITENTIAIRES CENTRE EST DIJON
MAISON CENTRALE DE CLAIRVAUX

Clairvaux, le 08/11/2016

Décision portant délégation de signature

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R.57-7-5 et R.57-7-18;
Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978;
Vu l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005;
Vu l'arrêté du Ministre de la Justice en date du 16/01/2013 nommant Monsieur Dominique
BRUNEAU en qualité de Chef d'établissement de la Maison Centrale de Clairvaux.

Monsieur Dominique BRUNEAU,
Chef d'établissement de la Maison Centrale de CLAIRVAUX,

DECIDE :

Délégation permanente de signature est donnée à **Mme ROBIN Rachel, Première Surveillante** à la Maison Centrale de Clairvaux, aux fins de décider de placer les personnes détenues, à titre préventif, en confinement en cellule individuelle ordinaire ou en cellule disciplinaire (Art. R.57-7-18 du CPP).

Le Directeur,

Dominique BRUNEAU

MAISON CENTRALE DE CLAIRVAUX
Place Marie Donnont
Clairvaux
10310 VILLE-SOUS-LA-PEITE
Téléphone : 03 25 92 30 30
Télécopie : 03 25 27 83 05





PREFET DE L'AUBE

PREFECTURE

ARRETE n° **DCDL-BCLI2016313-0001**

DIRECTION DES COLLECTIVITES
ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Bureau des collectivités locales
et de l'intercommunalité

**Communauté de communes de
Bouilly-Mogne-Aumont**

Modifications statutaires

LA PREFETE DE L'AUBE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-1 à L.5211-58 et L.5214-1 à L.5214-29 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10-3886 en date du 15 décembre 2010 portant création de la communauté de communes de Bouilly-Mogne-Aumont ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013353-0004 du 19 décembre 2013 portant retrait de la commune d'Isle-Aumont ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015026-0006 du 26 janvier 2015 portant modification des statuts ;

Considérant la délibération du conseil communautaire du 6 septembre 2016 proposant la prise de la compétence optionnelle "Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire" ;

Considérant que les communes d'Assenay, Bouilly, Cormost, Crésantignes, Fays-la-Chapelle, Javernant, Jeugny, Laines-aux-Bois, Lirey, Longeville-sur-Mogne, La Vendue-Mignot, Les Bordes-Aumont, Maupas, Montceaux-lès-Vaudes, Roncenay, Saint-Pouange, Sommeval, Souigny, Saint-Jean-de-Bonneval, Villemereuil, Villery, Villy-le-Bois et Villy-le-Maréchal ont émis un avis favorable ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée visées à l'article L.5211-5 II du code des collectivités territoriales sont remplies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 des statuts de la communauté de communes de Bouilly Mogne Aumont est complété de la manière suivante :

COMPETENCES OPTIONNELLES

2.6 construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.

Article 2 : Les autres articles des statuts restent inchangés.

Article 3 : Les statuts de la communauté de communes de Bouilly-Mogne-Aumont sont annexés au présent arrêté.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président de la communauté de communes de Bouilly-Mogne-Aumont et aux maires concernés.

A titre d'information, une copie sera adressée à madame la directrice départementale des finances publiques de l'Aube, à monsieur le directeur départemental des territoires de l'Aube et pour notification au receveur communautaire.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Par ailleurs, cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Fait à Troyes, le 8 novembre 2016

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,

signé : Mathieu DUHAMEL

STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BOUILLY-MOGNE- AUMONT

Communes membres, objet et siège

Article 1^{er} - Constitution

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales, il est créé une communauté de communes entre les communes suivantes :

Assenay, Bordes-Aumont (les), Bouilly, Cormost, Crésantignes, Fays-la-Chapelle, Javernant, Jeugny, Laines-aux-Bois, Lirey, Longeville-sur-Mogne, Machy, Maupas, Montceaux-lès-Vaudes, Roncenay, Saint-Jean-de-Bonneval, Saint-Pouange, Sommeval, Souigny, Vendue-Mignot (la), Villemereuil, Villery, Villy-le-Bois et Villy-le-Maréchal

Elle prend le nom de "**Communauté de communes Bouilly Mogne Aumont**".

Article 2 – Objet

La communauté de communes, a pour objet la définition et la mise en œuvre de toute procédure ou action concourant au développement de son territoire.

Seront donc reconnus d'intérêt communautaire toutes les actions, opérations, zones et équipements dont l'intérêt n'est pas détachable du développement, de l'aménagement ou de la politique de cohésion sociale de l'ensemble de la communauté, même s'ils sont localisés sur le territoire d'une seule commune.

Elle exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

COMPETENCES OBLIGATOIRES

2.1 - AMENAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire

Les ZAC d'intérêt communautaire sont les ZAC à créer d'une superficie supérieure à 4 hectares

Elaboration, révision et suivi de la Charte du Pays d'Armance

Elaboration, révision et suivi du Schéma de Cohérence Territoriale.

2.2-ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERESSANT L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTE

Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire et artisanale d'intérêt communautaire

Les zones d'activités d'intérêt communautaire sont les zones à créer d'une superficie supérieure à 4 hectares

Constitution et gestion de réserves foncières nécessaires aux aménagements d'intérêt communautaire

Création et gestion de réserves foncières situées sur le territoire communautaire permettant la création de nouvelles zones d'activités reconnues d'intérêt communautaire

Création, accueil, maintien, extension ou promotion d'actions, d'équipements et d'activités touristiques d'intérêt communautaire

- *Les chemins et sentiers de randonnée (pédestres, vélo, rail, ...) d'intérêt communautaire seront situés sur le territoire des communes membres et complémentaires au maillage des circuits de petites et grandes randonnées du territoire communautaire.*
- *Les équipements touristiques d'intérêt communautaire se rapportant aux chemins et sentiers de randonnées (pédestres, vélo, rail, ...) d'intérêt communautaire sont les abris de randonnée ainsi que la signalétique*
- *Aménagement et entretien du site de Montaigu (annexe I, plan du site)*
- *Promotion et mise en valeur des produits du terroirs.*

Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC)

COMPETENCES OPTIONNELLES

2.3 - PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT LE CAS ECHEANT DANS LE CADRE DE SCHEMAS DEPARTEMENTAUX ET SOUTIEN AUX ACTIONS DE MAITRISE DE LA DEMANDE D'ENERGIE

Déchets ménagers

- *Collecte, valorisation et élimination des déchets des ménages et déchets assimilés*

2.4 - CREATION, AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

Création et gestion de voiries publiques situées à l'intérieur des zones d'activités reconnues d'intérêt communautaire

Sont également reconnues d'intérêt communautaires les dépendances desdites voiries : trottoirs et éclairage public

2.5 - ACTION SOCIALE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

Actions en faveur de la jeunesse

Aménagement et gestion de structures d'accueils collectifs de mineurs sans hébergement et d'accueil de loisirs.

Portage de repas à domicile.

2.6 - CONSTRUCTION, ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT D'ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTERET COMMUNAUTAIRE ET D'ÉQUIPEMENTS DE L'ENSEIGNEMENT PRÉÉLÉMENTAIRE ET ÉLÉMENTAIRE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

COMPETENCES SUPPLEMENTAIRES

- *Création et gestion d'un pôle de secrétariat intercommunal*
- *Création et gestion d'un pôle de service technique intercommunal*

COMPETENCES FACULTATIVES

2.7 - PRESTATIONS DE SERVICES

Prestations de services de travaux ou de secrétariat à la demande et pour le compte de collectivités membres ou extérieures au périmètre de la communauté de communes ou d'établissements publics de coopération intercommunale.

La communauté de communes pourra assurer pour ses communes membres, dans le cadre d'une convention de mandat, l'exercice de tout ou partie de certaines attributions de la maîtrise d'ouvrage, dans les conditions prévues par la Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée.

Article 3– Sièg

Le siège de la communauté est fixé à la mairie de Bouilly.

Organe délibérant

Article 4– Composition du conseil et répartition des délégués

« La communauté de communes est administrée par un organe délibérant, dénommé "conseil de communauté" composé de délégués des communes membres.

Article 5 – Fonctionnement du conseil

Les conditions de validité des délibérations du conseil de communauté et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation du conseil, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles que le code général des collectivités territoriales fixe pour les conseils municipaux.

Les lois et règlements relatifs au contrôle administratif et financier des communes sont également applicables à la communauté de communes.

Le conseil se réunit, au moins une fois par trimestre, au siège de la communauté ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

Les règles relatives à l'élection et à la durée du mandat du président et des membres du bureau sont celles que le code général des collectivités territoriales fixe pour le maire et les adjoints.

Article 6- Règlement intérieur

Un règlement intérieur approuvé par le conseil de communauté précisera, en tant que de besoin, toutes autres dispositions non prévues dans les présents statuts.

Dispositions financières, fiscales et budgétaires

Article 8 – Recettes

Les recettes de la communauté comprennent notamment :

•les ressources fiscales suivantes :

- de droit, le produit des quatre taxes, dans les conditions fixées par l'article 1609 quinquies CI du code général des impôts ;

- la taxe ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, dans les conditions fixées par les articles 1609 quinquies CI et nonies D du code général des impôts et L.2224-13 du code général des collectivités territoriales ;

- le revenu des biens meubles ou immeubles,
- les sommes reçues des administrations publiques, associations, particuliers, en échange d'un service rendu,
- les subventions de l'Union européenne, de l'Etat, des collectivités régionales, départementales, et des communes, ainsi que de toute aide publique,
- le produit des dons et legs,
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,

- le produit des emprunts,
- éventuellement les fonds de concours des communes membres.

Article 9 – Dépenses

Les dépenses de la communauté comprennent :

- . les dépenses de tous les services qui lui sont confiés, au titre des compétences de droit, optionnelles ou supplémentaires,
- . les dépenses relatives aux services propres à la communauté.

Modifications statutaires

Article 10 – Modifications relatives aux compétences

Les communes membres peuvent, à tout moment, transférer certaines de leurs compétences, dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales. Les conditions de la mise à disposition des biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice sont décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant de la communauté et des conseils municipaux, à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté.

Article 11 – Admission de nouvelles communes

Le périmètre de la communauté peut être étendu, par arrêté du représentant de l'Etat, par délibérations concordantes de l'organe délibérant de la communauté et des conseils municipaux, à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté :

- . soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles, l'accord du conseil de communauté étant nécessaire,
- . soit sur l'initiative de l'organe délibérant de la communauté, l'accord du ou des conseils municipaux concernés étant nécessaire,
- . soit sur l'initiative du représentant de l'Etat, l'accord du conseil de communauté et du ou des conseils municipaux concernés étant nécessaire.

Article 12 – Retrait de communes membres

Une commune peut se retirer de la communauté avec le consentement de l'organe délibérant de celle-ci. Ce retrait est subordonné à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement.

Article 13 – Modifications relatives à l'organisation

Les modifications statutaires, autres que la modification des compétences, que l'admission ou le retrait d'une commune et que celles relatives à la répartition des sièges ou à la dissolution de la communauté, sont décidées par l'organe délibérant de la communauté, à la majorité simple. La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté.

Article 14 – Adhésion de la communauté à un syndicat mixte

L'adhésion de la communauté à un syndicat mixte est décidée par le conseil de communauté, statuant à la majorité simple.

Le retrait de la communauté s'effectue dans les mêmes conditions.

Durée

Article 15 – Durée de la communauté

La communauté est formée pour une durée illimitée.

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 2016313-0001 du 8 novembre 2016

Troyes, le 8 novembre 2016

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,

Signé : Mathieu DUHAMEL



PRÉFET DE L'AUBE

PRÉFECTURE
DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

ARRÊTÉ N° DCDL-BCLI 2016315-0006

Bureau des collectivités locales et de
l'intercommunalité

**Syndicat intercommunal à vocation scolaire
de Voué, Aubeterre, Montsuzain**

Modifications statutaires

**LA PRÉFÈTE DE L'AUBE
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu les articles L.5211-1 à L.5211-58 et L.5212-1 à L.5212-34 du code général des collectivités territoriales notamment l'article L5211-20 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 90-080 du 11 janvier 1990 portant création du "syndicat intercommunal à vocation scolaire de Voué, Aubeterre, Montsuzain" ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 90-2150 A du 11 juillet 1990 portant nomination du receveur syndical ;

Vu les arrêtés préfectoraux N° 96-2069 A du 21 juin 1996 et N° 2013325-0013 du 21 novembre 2013 portant modifications statutaires dudit syndicat ;

Vu la délibération du 30 septembre 2016 par laquelle le comité syndical propose de fixer le siège social du syndicat intercommunal à vocation scolaire de Voué, Aubeterre, Montsuzain à la mairie de Montsuzain ;

Considérant que la totalité des conseils municipaux des communes membres dudit syndicat a délibéré favorablement ;

Considérant que la majorité est acquise ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1er : L'article 3 des statuts du syndicat est modifié comme suit :

« Le siège social du syndicat est fixé à la mairie de Montsuzain ».

Article 2 : Les nouveaux statuts du syndicat sont annexés au présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Par ailleurs, cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube

Fait à Troyes, le 10 novembre 2016

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

signé : Mathieu DUHAMEL

Statuts du syndicat intercommunal à vocation scolaire de Voué, Aubeterre, Montsuzain

Article 1er : Constitution

Il est formé entre les communes de Voué, Aubeterre et Montsuzain un syndicat à vocation scolaire qui a pour objet d'assurer, pour les classes du regroupement pédagogique intercommunal de Voué, Aubeterre, Montsuzain, les opérations de :

- construction, entretien et fonctionnement d'équipements de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire ;
- investissement, entretien et fonctionnement du service des écoles de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire ;
- et, éventuellement, d'assurer le transport scolaire.

Article 2 : Nom

Le syndicat prend la dénomination de « syndicat intercommunal à vocation scolaire de Voué, Aubeterre, Montsuzain ».

Article 3 : Siègle

Le siège social du syndicat est fixé à la mairie de Montsuzain.

Article 4 : Durée

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 5 : Composition du comité syndical

Le comité est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes associées, à raison de trois délégués titulaires par commune et de trois délégués suppléants, appelés à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Article 6 : Composition du bureau syndical

Le bureau est composé du président, de deux vice-présidents et d'un autre membre.

Article 7 : Contribution

La contribution des communes aux dépenses du syndicat est déterminée chaque année par le comité syndical au prorata de la population municipale totale dénombrée lors du dernier recensement établi par l'INSEE, de chacune des communes adhérentes.

Les dépenses comprennent :

1. les charges relatives au remboursement des emprunts contractés pour les constructions scolaires ;
2. toutes les dépenses de fonctionnement, en particulier :
 - chauffage, éclairage, nettoyage courant des locaux,

- fournitures scolaires,
 - entretien des locaux, dépendances et cours intérieurs des écoles,
 - entretien du matériel, du mobilier et des installations,
 - rémunération du personnel
3. Les dépenses d'investissement concernant le matériel pédagogique et le mobilier scolaire.

Article 8 : Exercice des fonctions de receveur

Le receveur de la recette perception d'Arcis-sur-Aube est désigné comme receveur syndical du syndicat intercommunal à vocation scolaire de Voué, Aubeterre, Montsuzain.

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

signé : Mathieu DUHAMEL



LE PREFET DE L'AUBE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

TROYES, le 9 novembre 2016

BUREAU DES ÉLECTIONS, DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES TITRES D'IDENTITÉ

ARRÊTÉ N° BERTI2016314-0001

Organisation d'une élection municipale
partielle complémentaire à BERULLE

LA PRÉFÈTE DE L'AUBE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code électoral ;

VU la loi organique n° 2013-402 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux ;

VU la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

VU le décret n° 2013-938 du 18 octobre 2013 portant application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° BERTI2016046-0001 du 15 février 2016 relatif à la détermination des bureaux de vote ;

VU les démissions de Madame Christie CARON, conseillère municipale le 16 octobre 2014, de Madame Emmanuelle SERVAIS, conseillère municipale le 17 décembre 2014, de Monsieur Alain LE CHATELIER, conseiller municipal le 29 septembre 2016 et de Madame Cécile BOEL de son poste de deuxième adjointe et de conseillère municipale à compter du 20 octobre 2016 ;

Considérant que par l'effet de ces démissions, le conseil municipal de BERULLE a perdu plus d'un tiers de son effectif ;

Considérant qu'il a lieu, dans ces conditions, de compléter l'effectif du conseil municipal de BERULLE en vue de pourvoir à la vacance de quatre sièges ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les électeurs de la commune de BERULLE sont convoqués en vue de l'élection de quatre conseillers municipaux, le **dimanche 04 décembre 2016 et, en cas de second tour, le dimanche 11 décembre 2016.**

ARTICLE 2

Les déclarations de candidature pour les élections municipales des 04 et 11 décembre 2016 devront être déposées à la préfecture de l'Aube – bureau des élections, de la réglementation et des titres d'identité.

Ce dépôt devra être effectué par le candidat ou le mandataire qu'il désignera à cet effet.

Le déclarant (candidat ou mandataire) devra produire une pièce d'identité en cours de validité ou périmée.

Aucun autre mode de déclaration de candidature ne sera admis.

ARTICLE 3

Le dépôt des candidatures devra être effectué :

Pour le 1er tour de scrutin

Du lundi 14 au jeudi 17 novembre 2016 selon les horaires suivants :

- le lundi 14, le mardi 15 et le mercredi 16 de 8h30 à 11h30 ;
- le jeudi 17 novembre 2016 de 8h30 à 11h30 et de 13h30 à 18h00.

Pour le 2ème tour de scrutin

- le lundi 05 décembre 2016 de 8h30 à 11h30 ;
- le mardi 06 décembre 2016 de 8h30 à 11h30 et de 13h00 à 18h00.

ARTICLE 4

Le bureau de vote siégera conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral BERTI2016046-0001 du 15 février 2016. Le scrutin sera ouvert à **8 heures et clos à 18 heures**. Il sera procédé au dépouillement immédiatement après la clôture du scrutin.

ARTICLE 5

Prendront part au vote:

- 1°) les électeurs de nationalité française inscrits sur la liste électorale arrêtée à la date du 29 février 2016, conformément aux articles L.25, L.30 à L.40 et R.18 du code électoral.
- 2°) les électeurs ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne, autre que la France, inscrits sur la liste électorale complémentaire en vue des élections municipales, arrêtée à la date du 29 février 2016, conformément aux articles L.25, L.30 à L.40 et R.18 du code électoral.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le maire de BERULLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et affiché dans la commune au moins 15 jours francs avant le scrutin.

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Mathieu DUHAMEL', written over a horizontal line.

Mathieu DUHAMEL